

Gaza : une crise du prêt à penser stratégique ?

Franck Debié

Quel peut être le pari israélien à Gaza ? On comprend bien que les dirigeants israéliens se sentent obligés de répondre à la demande de sécurité de leurs concitoyens et ne puissent se résoudre à laisser le Hamas frapper impunément des cibles de plus en plus en profondeur de l'étroit territoire de la conurbation de Tel-Aviv. Ce que l'on comprend moins c'est comment ces mêmes dirigeants puissent paraître indifférents aux conséquences à moyen terme que fait courir à Israël la brutalité de l'opération à Gaza, le cynisme des concessions "humanitaires" et des négociations en trompe-l'oeil qui l'accompagne. Comment la gauche travailliste, les "colombes" de l'accord de Wye River II qui avait relancé le processus d'Oslo, les hommes de Camp David II et du pré-accord de Taba sur la Cisjordanie, ceux du retrait du Liban, ont-ils pu sous-estimer le prix politique qui serait à payer pour le nettoyage de Gaza : la radicalisation palestinienne, la promotion du Hamas au rang d'acteur international, le discrédit jeté sur les régimes arabes favorables à Israël, une nouvelle perte de légitimité de l'ONU, des Etats-Unis ? Les dirigeants israéliens ont-ils considéré ces effets politiques à moyen-terme comme des dommages collatéraux inévitables, affectant surtout des partenaires finalement peu fiables : l'Autorité palestinienne de Ramallah, les Arabes, les Européens, les Nations Unies, les Américains ? Le nettoyage de Gaza serait alors un nouvel avatar de l'unilatéralisme brutal et désordonné d'un pays qui se vit comme seul et dos au mur, unilatéralisme qui a conduit à détruire le processus d'Oslo, à affaiblir le Fatah avant de le ressusciter à Ramallah, à évacuer puis à réattaquer le Liban, à décoloniser Gaza avant d'y revenir et prendre à la bayonnette des positions évacuées il y a quelques mois seulement. Cette hypothèse d'un unilatéralisme brouillon et opportuniste d'Israël ne résiste pas longtemps à l'examen.

Ce serait sous-estimer la continuité des doctrines stratégiques, la permanence des équipes et des appareils derrière l'instabilité parlementaire et gouvernementale. Les Israéliens pensent pouvoir limiter les effets immédiats de l'opération de Gaza en mettant en pratique, une fois de plus, le découplage stratégique : découpler les Palestiniens de Cisjordanie et ceux de Gaza, établir une frontière hermétique entre Gaza et l'Egypte - c'est le vrai but des négociations en cours entre Israël et l'Egypte avec le soutien de la France -, découpler la question palestinienne et la question libanaise, découpler le Hamas de la Syrie et de l'Iran... Cette tactique a permis jusqu'à présent de cloisonner avec succès les différents conflits avec les Arabes et de morceler le territoire palestinien au point de pouvoir attaquer Ramallah ou Bethleem sans que Gaza puisse riposter efficacement, et inversement. Cette tactique a bien fonctionné. Elle porte encore ses fruits au coeur de la crise actuelle. Que peuvent aujourd'hui les Palestiniens de Ramallah pour stopper l'opération de Gaza ? Cette tactique incite à penser que les effets secondaires d'une opération comme celle de Gaza peuvent être maîtrisés.

Est-elle tenable pour toujours ? Deux données nouvelles compliquent son application : d'abord la réémergence d'une opinion arabe et musulmane unifiée par des médias efficaces, opinion aujourd'hui révoltée par la brutalité de l'opération à Gaza, opinion qui pèse en Turquie, en Europe, chez beaucoup d'alliés clés des Etats-Unis, opinion blessée qui rencontre un mouvement planétaire de fond en faveur de plus de justice, d'égalité entre les hommes et les peuples, mouvement devenu puissant et conquérant aux Etats-Unis. Ensuite, il y a l'Iran, prompt à combler les vides, à mêler les causes, à renflouer les mouvements affaiblis, à lever partout l'étendard contre le statu quo au-delà de ce que lui

dicterait ses stricts intérêts nationaux. D'où, au-delà de la crise morale que provoque la guerre de Gaza, une crise, peut-être salutaire, du prêt-à-penser stratégique.